

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 30 (2003)
Heft: 4

Artikel: Élections : du remue-mélange dans les partis
Autor: Ribì, Rolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911874>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 23.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Du remue-ménage dans les partis

ROLF RIBI

La Suisse est connue pour la stabilité de ses partis. Mais depuis les années 1990, la fourmilière politique s'agite. La polarisation pourrait s'accroître lors des élections au Conseil national d'octobre prochain.

«**LA SUISSE SE RÉVEILLE** avec la gueule de bois», titrait le quotidien lausannois «24 Heures» au lendemain des élections parlementaires d'octobre 1999. A Zurich, le «Tages-Anzeiger» affichait: «La Suisse glisse à droite». Un événement s'était bel et bien produit: l'Union démocratique du centre (UDC) gagnait 15 sièges de plus sur les 200 du Conseil national et, avec ses 44 sièges, de-

venait le deuxième parti et le premier groupe bourgeois de la Chambre basse. Elle avait touché beaucoup de mécontents par des slogans xénophobes, en réclamant des baisses d'impôt et en vitupérant l'ouverture du pays en direction de l'étranger.

Les perdants des élections fédérales d'il y a quatre ans étaient vite identifiés: le Parti radical-démocratique (PRD) perdait deux

mandats et – pour la première fois dans l'histoire de l'Etat fédéral – n'était plus le leader du bloc bourgeois (43 sièges). Le Parti socialiste Suisse (PSS), qui avait triomphé en 1995, devait céder trois sièges, mais restait le groupe le plus nombreux du Conseil national (51 sièges). Le Parti démocrate-chrétien (PDC) pouvait se féliciter du gain d'un mandat et totalisait 35 sièges à la Chambre basse.

Succès relatif de l'UDC

A y regarder de plus près, le succès prétendument «historique» de l'UDC doit être relativisé. Les rapports de force n'ont pas changé dramatiquement, ni dans le peuple, ni au Parlement.

En triomphant dans toutes les régions du pays, l'UDC voyait certes son électorat pas-



Michael Stahl

Le 19 octobre pourrait brouiller la donne politique en Suisse. Salle des pas perdus du Palais Fédéral.

ser de 14,9 à 22,6 % (PSS: 22,5 %), mais les 15 nouveaux sièges du parti nationaliste conservateur au Conseil national étaient pris en majorité à l'extrême-droite: 7 au Parti suisse de la Liberté, 2 aux Démocrates Suisses et un aux Libéraux. Impossible de parler donc d'un glissement à droite – tout au plus d'un «déplacement de l'axe vers la droite» («Neue Zürcher Zeitung»).

A l'Assemblée fédérale (Conseil national et Conseil des Etats), les radicaux restaient le groupe le plus fort (61 sièges), devant les socialistes (57). L'UDC n'était que troisième, avec 51 députés, juste devant le PDC (50). Les forces des quatre partis gouvernementaux étaient donc assez équilibrées. Le taux des électeurs ayant voté pour un des partis de la coalition avait même dépassé les 80 %. Il n'y avait donc pas de raison de remettre en question la «formule magique» du Conseil fédéral, en vigueur depuis un demi-siècle: deux socialistes, deux radicaux, deux démocrates-chrétiens et un démocrate du centre.

Pour la deuxième fois depuis l'introduction du vote par correspondance, la Cinquième Suisse avait l'occasion de renouveler le Conseil national. Sur les 573 000 Suisses de l'étranger, 70 000 étaient inscrits aux rôles électoraux, dont on peut estimer que 40 % prirent part aux élections.

Le baromètre des élections cantonales

Que s'est-il passé ces quatre dernières années sur l'échiquier des partis?

Le baromètre de l'Institut de recherches GfS (Berne) donne des réponses intéressantes. Il se fonde sur les résultats des élections cantonales législatives, et plus précisément sur la force des partis dans la population (et non dans les parlements).

La gagnante incontestable des élections cantonales législatives entre l'automne 1999 et le printemps 2003 est l'Union démocratique du centre. En moyenne, l'UDC a recruté 5 % d'électeurs de plus et gagné 160 sièges dans 24 cantons. Le camp rouge-vert compte également parmi les vainqueurs. Les Verts ont accru leur électorat d'un bon pour cent, les socialistes d'un demi pour cent. Les pertes les plus importantes aux élections cantonales législatives sont le fait des radicaux (-1,8 %) et des démocrates-chrétiens (-0,8 %). Presque tous les petits partis de droite succombent à la force d'attraction de l'UDC, notamment les Démocrates Suisses et la Lega dei Ticinesi.

D'autres phénomènes se révèlent, si l'on examine l'évolution des partis par canton. Le renforcement de l'UDC s'est manifesté dans presque toutes les élections cantonales législatives (à l'exception de Glaris). Le triomphe du parti aux élections fédérales de 1999 lui a donné des ailes. Mais depuis l'été 2002, la tendance ralentit. Le politologue Claude Longchamp prédit depuis peu à l'UDC une «croissance freinée aux élections cantonales».

Le bilan politique des socialistes de ces quatre dernières années est mitigé. Après des pertes sensibles, notamment à Bâle-Ville et à Genève, le PSS est revenu à la victoire dans le canton le plus peuplé, celui de Zurich. Les démocrates-chrétiens ont subi de lourdes défaites à Nidwald et Obwald et ont aussi perdu à Saint-Gall, Bâle-Campagne, Lucerne, Argovie et Tessin. Cette législature, le PDC a obtenu son meilleur score en Thurgovie. Les pertes sèches des radicaux aux élections cantonales (Saint-Gall, Schwyz, Vaud, Valais, Obwald et Nidwald, Jura, Zoug, Bâle-Campagne, Lucerne et Zurich) ne sont compensées que par de maigres gains en Thurgovie et à Neuchâtel.

La conclusion qu'en tire Claude Longchamp, directeur de l'Institut GfS, est que les élections cantonales législatives des quatre dernières années prolongent la recomposition de l'échiquier des partis observée aux dernières élections au Conseil national. On ne saurait parler cependant d'un glissement généralisé de l'électorat vers la droite. On assiste plutôt à une bipolarisation des partis suisses, donc à un renforcement des ailes droite et gauche. Les forces centrifuges causent des problèmes aux grands partis du centre. PRD et PDC observent des départs vers la droite ou la gauche. Le remue-ménage se poursuit dans le système suisse des partis. «Depuis la fin des années 1990, le phénomène essentiel est la constitution d'une nouvelle droite nationaliste et conservatrice sous l'égide de l'UDC.»

Les intentions de vote des Confédérés

Quelles sont les intentions de vote des Confédérés, quelques mois avant les élections au Conseil national d'octobre 2003? Quels sujets préoccupent les esprits, et à quel parti les gens attribuent-ils une compétence particulière sur ces sujets? C'est à ce genre de question que le baromètre électoral commandé par la SRG-SSR à l'Institut de recherches GfS tente de répondre.

La question favorite de toutes ces enquêtes est «Si les élections au Conseil national avaient lieu dimanche prochain, à quel parti accorderiez-vous aujourd'hui votre voix?» Voici le résultat du sondage GfS d'avril dernier: l'UDC gagnerait 2,8 % par rapport aux élections au Conseil national de 1999 et toucherait 25 % de l'électorat. Le PSS progresserait de 1,7 % et atteindrait 24 %, alors que le PRD perdrait 0,7 % pour atteindre 19 %, et que le PDC tomberait de 1,6 % pour s'enfoncer à 14 %. Le politologue Claude Longchamp prédit pour l'automne une «polarisation modérée, légèrement asymétrique» des partis, c'est-à-dire le renforcement des partis situés au bord de l'échiquier politique, un peu plus marqué à droite (UDC) qu'à gauche (PSS), mais le tout plus modéré que dans les années 1990.

Cinq thèmes clés

Quels sont les sujets qui préoccupent actuellement le plus les esprits, en Suisse, et à quel parti fait-on le plus confiance pour les résoudre? Ils sont au nombre de cinq: le chômage et évolution de l'économie (32 %), le problème de l'asile (26 %), le système de santé et les primes d'assurance maladie (22 %), la prévoyance vieillesse (21 %) et les finances publiques (13 %). Dans toutes les régions du pays, le souci de l'économie figure en tête de liste, suivi du problème de l'asile en Suisse alémanique et de celui de la santé en Suisse latine. La prévoyance vieillesse figure partout en troisième position.

La réponse quant à la compétence des partis suscite une première surprise: 53 % des personnes interrogées ne voient aucun parti capable de résoudre seul tous les problèmes. Pour résoudre le problème de l'asile et de la charge fiscale, on fait plutôt confiance à l'UDC, mais c'est vers le PSS qu'on se tourne pour le chômage et la santé. Le PDC et le PRD ne peuvent revendiquer aucun des sujets brûlants comme leur spécialité. La nouveauté est que les radicaux semblent avoir perdu le leadership en matière économique.

Le taux de participation aux élections de 1999 au Conseil national était de 43,4 % (contre 46 % en 1995). Cette année, les politologues s'attendent à une participation élevée. Nous ne saurons à qui elle aura profité que le soir du 19 octobre, quand la télévision suisse ouvrira la conférence des présidentes et présidents des grands partis politiques.

Traduit de l'allemand.

Question

Quelles solutions préconisez-vous pour lutter contre la hausse des primes des caisses-maladie? Comment garantir le financement de l'AVS à moyen et à long terme?

Comment pensez-vous redonner de l'élan à l'économie après une décennie de faible croissance et un taux de chômage en hausse?

Parti démocrate-chrétien



Pour la révision de la LAMal, le PDC préconise le passage au financement «moniste» en une seule fois, d'ici 2007. AVS: augmenter la TVA de 1 point pour compenser l'évolution démographique. Mettre sous toit rapidement la révision de l'AVS.

Réduire le temps consacré par les PME aux tâches administratives, assouplir le marché suisse du travail, promouvoir l'innovation à travers l'agence pour la promotion de l'innovation (CTI), les universités et les hautes écoles spécialisées; pas de nouveau impôts.

Les Verts



Les primes par assuré doivent être remplacées par des primes en fonction du revenu. Réduction des coûts par une planification et une coordination renforcées. Le financement de l'AVS est garanti jusqu'en 2025. Source supplémentaire: la réforme écologique de la fiscalité.

Pour les écologistes, la croissance perpétuelle est une illusion, car la Terre et les ressources naturelles sont limitées. Il faut changer de cap: investir dans les technologies durables, réduire le temps de travail, promouvoir le travail à temps partiel.

Parti évangélique de la Suisse



Notre peuple doit vivre et s'alimenter plus sainement (moins de stress, d'alcool, de drogues), et bouger davantage. Il faut aussi freiner la mentalité de consommateur vis-à-vis des prestations médicales. Le PEV soutient toutes les mesures qui vont dans ce sens.

La Confédération et les cantons doivent empoigner les tâches urgentes (formation, transports, protection de l'environnement, système de santé, etc.) et investir de façon anticyclique. L'argent sera là si l'on renonce aux programmes dispendieux d'allègement fiscal pour les nantis.

Parti radical-démocratique



Dans le système de la santé, de nouvelles incitations en faveur des fournisseurs de prestations et des assurés freineront la hausse des coûts. Des réformes compatibles avec l'économie et le social (retraite à la carte, etc.) doivent garantir l'AVS à long terme, y compris pour ceux qui touchent leur rente à l'étranger.

Marché du travail souple, engagement en faveur des familles, politique d'immigration axée sur nos intérêts, concurrence saine, liberté d'action des entreprises, politiques éducatives, budgétaires, fiscales et sociales à création élevée de valeur favorisent la croissance et l'emploi.

Parti libéral suisse



Le PLS souhaite stopper l'extension du catalogue des prestations, faciliter les incitations économiques et surtout responsabiliser les patients. Il estime qu'un prolongement de la vie active sera nécessaire pour assurer en partie le financement du premier pilier.

Les conditions requises pour relancer l'économie sont l'équilibre des finances fédérales, la diminution de la quote-part fiscale par des allègements d'impôts, l'offre aux entreprises de conditions attrayantes et d'infrastructures performantes, la dynamisation du marché de l'emploi.

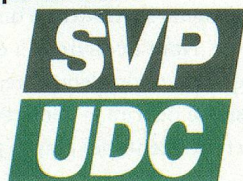
Parti socialiste suisse



Après l'échec de «La santé à un prix abordable», définir un modèle social plus simple, favorable aux revenus moyens, sans recours à la TVA, et renforcer la coordination des planifications sanitaires. AVS: une politique du plein emploi, 1 point de TVA en 2010 et une part des bénéfices de la BNS.

L'Etat ne doit pas réduire ses dépenses tant que la stagnation dure. Au contraire: augmentons les investissements dans la formation, la recherche et l'innovation. La politique monétaire doit soutenir les exportations. On lancera au besoin des programmes d'impulsion ciblés sur les secteurs d'avenir.

Union démocratique du centre



L'UDC récolte des signatures pour son initiative en faveur de l'abaissement des primes, afin d'obtenir davantage de transparence et de supprimer les monopoles. L'explosion des coûts doit être combattue. Pour l'AVS, l'UDC revendique les réserves d'or excédentaire de la BNS.

Le problème provient très évidemment de la surcharge que subissent l'économie et les consommateurs du fait des impôts, taxes et redevances. Il faut abaisser les impôts pour relancer le secteur privé. L'Etat doit réduire radicalement ses coûts.

Quels moyens voulez-vous mettre en place pour améliorer l'intégration des étrangers en Suisse? Comment lutter contre les abus dans le droit d'asile?

La langue est la clé de l'intégration. Apprendre une langue nationale doit être obligatoire, les cours correspondants doivent être offerts. Resserrer la procédure et exécuter plus efficacement les renvois. La collaboration avec l'UE est incontournable.

Nous demandons de meilleurs cours de langues, ainsi que le droit de vote et la naturalisation facilitée pour les étrangers et les étrangères de longue date. Les abus ne seront évités que s'il est possible d'accéder au marché de l'emploi sans recourir à la procédure d'asile.

Le premier facteur d'intégration est de comprendre et parler une langue nationale. Les requérants d'asile criminels ou qui ne collaborent pas avec les autorités n'ont rien à faire chez nous. Les requêtes seront traitées en quelques semaines, les renvois exécutés immédiatement.

«Encourager et exiger». Apprendre une langue nationale est une nécessité. Les abus seront sévèrement combattus. Cela signifie améliorer les conditions de renvoi. Une collaboration internationale renforcée s'impose, ainsi que des accords avec les pays d'origine.

Le PLS demande les droits civiques pour les résidents de longue durée et une naturalisation facilitée. La politique d'asile ne sera efficace que d'entente avec l'UE. Le PLS souhaite que le permis de travail ne soit délivré qu'aux requérants ayant établi franchement leur identité.

Davantage de fonds pour l'acquisition de la langue, la formation professionnelle et les échanges interculturels. Les entreprises recourant à des employés non issus de l'UE doivent assumer leur intégration. Dans l'asile, les solutions passent par une coopération étroite avec l'UE.

L'UDC n'a malheureusement échoué que de peu avec son initiative sur l'asile. Elle continuera à se battre pour l'élimination rigoureuse des abus. L'intégration des étrangers n'est pas une tâche de l'Etat, elle incombe aux personnes intéressées et motivées.

Après l'élargissement de l'UE à l'est, est-ce que la voie des accords bilatéraux restera encore le moyen privilégié pour régler nos relations avec Bruxelles?

Grâce à cet élargissement, nous pouvons garder nos rapports bilatéraux. Aussi le Conseil fédéral a-t-il soumis à consultation le mandat de négociation sur l'extension aux nouveaux Etats membres de l'accord sur la libre circulation. Il faudra obtenir de longs délais de transition.

Pour le moment, l'option bilatérale est malheureusement la seule viable; mais à moyen ou à long terme, la Suisse devra adhérer à l'UE.

Pour le moment, notre peuple n'est pas prêt à entrer dans l'UE. Aussi la voie des accords bilatéraux reste-t-elle la seule valable, même après l'élargissement de l'UE à l'est.

Le PRD entend renforcer les liens économiques et culturels avec l'UE en élargissant les accords bilatéraux aux nouveaux Etats membres de celle-ci. Il s'engage pour le succès des négociations bilatérales en cours.

Le PLS propose que le Conseil fédéral envisage la signature avec l'UE d'un accord d'association qui permettrait de renforcer nos liens économiques, politiques et institutionnels avec cet ensemble, sans être un palliatif de l'adhésion.

Le PSS préconise l'adhésion à l'UE depuis quinze ans. La majorité du peuple refuse ce pas aujourd'hui. Il faut persévérer dans la voie bilatérale et rouvrir durant la prochaine législature le débat sur les conséquences et les avantages comparés d'une adhésion complète.

A part la voie bilatérale, il n'y a que l'adhésion à l'UE, avec ses impôts et taux d'intérêt plus élevés, ses conditions économiques pires, sa limitation des droits populaires et l'abandon de la souveraineté monétaire et de la neutralité. L'UDC la rejette donc catégoriquement.

Que faut-il faire pour endiguer l'augmentation du trafic privé et commercial en Suisse? Etes-vous favorables à un deuxième tunnel autoroutier sous le Gothard?

Il faut davantage de mesures (incitations financières) pour transférer au rail le transit des marchandises. Avant de décider de construire le second tunnel du Gothard, évaluons la décharge que représentera la mise en service du tunnel de base du Lötschberg.

Accordons un traitement de faveur aux transports publics et aux transports lents (prix plus élevés de l'essence, systèmes libérant les villes des véhicules privés, transfert des poids lourds vers le rail). Nous sommes nettement opposés à un second tunnel du Gothard.

Le PEV rejette le second tunnel autoroutier au Gothard et exige le transfert de la route vers le rail. Le trafic routier grève excessivement l'homme et l'environnement.

La mobilité est un facteur important de croissance. Le PRD soutient la construction d'un second tunnel autoroutier au Gothard pour améliorer la sécurité du trafic nord-sud. Le développement des transports publics favorisera leur utilisation à la place des véhicules privés.

Le PLS approuve le percement d'un second tunnel au Gothard, qui constitue un bon complément aux NLFA et répond à un besoin de sécurité, de fluidité du trafic et à nos engagements européens. Il est aussi favorable à l'élargissement à trois voies des grands axes autoroutiers suisses.

Viser une complémentarité écologiquement favorable entre trafic motorisé privé et transports en commun. Priorité au transfert des marchandises de la route au rail et aux transports publics en agglomération! Ne gaspillons pas des milliards dans un second tunnel routier au Gothard.

Quand les voies de communication vieillissent, l'économie souffre. Le peuple s'oppose à ce que l'Etat limite le trafic (initiative pour réduire le trafic de moitié). L'UDC exige depuis plusieurs années la construction du second tunnel du Gothard et l'extension du réseau autoroutier.